

Ils sont partout : de hauts fonctionnaires impliqués dans l'espionnage pour le compte de l'Algérie

écrit par Maxime | 14 mars 2025





Le fonctionnaire interpellé officiait comme chef de secteur à la sous-direction du numérique de l'Administration centrale (SDNAC) du ministère de l'Economie et des Finances au sein du « Paquebot », à Bercy (XI^e arrondissement de Paris).
LP/Delphine Goldsztejn
Discrimination positive...

Discrimination positive...

Pas de discrimination sur le fondement de l'origine, de l'appartenance à ceci ou cela lors des concours...

De la diversité dans les listes de lauréats, des preuves qu'on peut aller très haut dans sa carrière administrative même quand on est ceci ou cela...

Le résultat de l'invasion de l'idéologie gauchiste partout propagée, par les syndicats, les politiques, les médias... Le résultat de l'invasion de l'idéologie gauchiste partout propagée, par les syndicats, les politiques, les médias...

<https://www.leparisien.fr/faits-divers/un-fonctionnaire->

[de-bercy-mis-en-examen-pour-espionnage-au-profit-de-lalgerie-12-03-2025-S36A7UBXPFCPCIIYYMRRKDZIOU.php](https://www.leparisien.fr/de-bercy-mis-en-examen-pour-espionnage-au-profit-de-lalgerie-12-03-2025-S36A7UBXPFCPCIIYYMRRKDZIOU.php)

Un fonctionnaire de Bercy mis en examen pour espionnage au profit de l'Algérie

INFO LE PARISIEN. Officiant dans une sous-direction du ministère de l'Économie, il est soupçonné d'avoir livré des informations confidentielles sur des ressortissants et opposants algériens en France à un service de renseignement extérieur algérien. Une employée de l'Office de l'immigration a aussi été mise en examen.

[Dans le contexte de vives tensions diplomatiques entre la France et l'Algérie](#), l'affaire – rarissime – revêt une extrême sensibilité. Elle illustre l'acuité de la menace d'espionnage, moins visible que la menace terroriste mais dont les conséquences peuvent être dévastatrices. Selon nos informations, un fonctionnaire du ministère de l'Économie et des Finances a été discrètement interpellé le 16 décembre 2024 par les policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), soupçonné d'avoir livré des informations sensibles aux services de renseignement algériens. En particulier, sur des opposants au régime du président [Abdelmadjid Tebboune](#).

Âgé de 56 ans, le suspect a été mis en examen le 19 décembre, à Paris, pour diverses infractions liées à l'espionnage parmi lesquelles « intelligence avec une puissance étrangère » ou « livraison à une puissance étrangère d'informations portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ».

Il aurait été « en contact régulier avec une personne de nationalité algérienne travaillant au consulat d'[Algérie](#) de Créteil », et « de lui avoir transmis des informations personnelles et sur les demandes d'asile » concernant des Algériens, et notamment « des opposants notoires au régime politique en place », a précisé le ministère public. Une affaire particulièrement sensible au moment où les [tensions entre Paris et Alger](#) sont tenaces.

(...) Mais son avocat, Me Sipan Ohanians, affirme de son côté que son client était « victime d'une campagne de menaces et de manipulation d'une puissance étrangère ayant resserré l'étau autour de lui ».

D'après une source proche de l'enquête, l'Algérien qui exerçait au consulat d'Algérie de Créteil depuis fin 2022 était le commanditaire des renseignements : il bénéficiait selon elle d'une « couverture » et travaillait pour les renseignements algériens. Lui n'a pas été mis en examen à ce stade, couvert par l'immunité diplomatique, précise [Le Parisien](#).

Selon la source proche de l'enquête, cet agent demandait des informations à l'employé de Bercy sur des ressortissants algériens, dont des opposants connus tels qu'Amir Boukhors et Mohamed Larbi Zitout, tous deux sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour terrorisme, ou encore des personnalités influentes comme l'influenceur [Chawki Benzehra](#), mais aussi un journaliste réfugié, un Algérien ayant porté plainte en France contre un général...

Ces personnes ont, pour « certaines », été « victimes de violences, menaces de mort ou tentative d'enlèvement », a souligné la source proche de l'enquête, sans donner davantage d'éléments sur le lien éventuel de causalité.

Comment le fonctionnaire de Bercy obtenait-il ces informations ? D'après une source proche du dossier, il avait noué une « relation intime » avec une assistante sociale de [l'Office français de l'immigration et de l'intégration](#) (Ofii), qu'il sollicitait pour qu'elle consulte un logiciel confidentiel et obtenir des renseignements. La quadragénaire a été mise en examen le 7 février pour violation du secret professionnel, selon le parquet.